

# MONGONGO

Bimensuel 18 octobre 2010

N°27

450 FC

## Regideso : augmenter les factures pour mieux desservir la ville

Les Boyomais se plaignent tout autant de la récente augmentation des factures d'eau que du manque d'eau dans certains quartiers. Mais ce n'est qu'en augmentant ses revenus que la Regideso peut renouveler et étendre ses installations.

**S**ous arrivons à recouvrer toutes nos factures, plusieurs quartiers seront raccordés et l'on procédera au renouvellement des tuyaux. Nous remplacerons les compteurs dans les maisons anciennes et installerons de nouveaux raccords...», assure Kombozi Angirio, directeur ad intérim de la Regideso Kisangani. En attendant les abonnés de la société de distribution d'eau acceptent

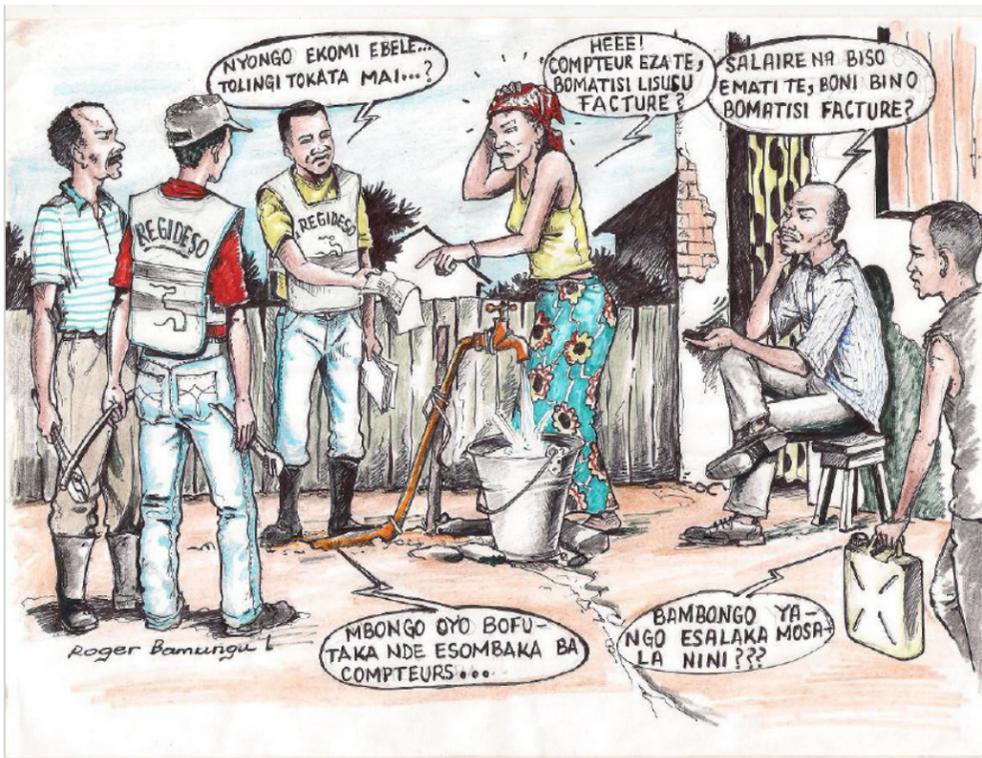
20 % applicable depuis septembre à ceux qui ont des compteurs. Pour ceux qui payent au forfait c'est parfois beaucoup plus, jusqu'à 40 %. Selon la Regideso, cette hausse a été décidée par le ministre de l'Economie nationale pour tout le pays, car les recettes générées ne permettent plus à l'entreprise de faire face à ses charges. «Nous importons les produits chimiques pour traitement de l'eau, les pièces de rechanges pour l'amortissement des machines, le réseau de distribution et, payons également l'électricité et le personnel», explique Kombozi Angirio. Le prix de l'eau était resté le même depuis 2006, celui des produits et machines lui a augmenté.

Kisangani ne compte que 20 000 abonnés selon la Regideso. Ce sont les communes de Makiso, Tshopo, Mangobo et une grande partie de Kabondo qui sont les premiers bénéficiaires de la société. Seule une petite partie de commune de Kisangani est couverte. Lubunga quant à elle a sa propre usine de traitement d'eau qui est au camp Lukusa, mais l'eau coule difficilement, malgré la présence de tuyaux et de quelques robinets qui tiennent encore bon.

Pourtant la Regideso ne manque pas d'eau. «Nous produisons 30 000 m<sup>3</sup> d'eau/jour, seulement environ 23 000 m<sup>3</sup> sont consommés, assure Kombozi Angirio. L'usine n'est pas saturée et elle est encore un très bon état. Nous estimons qu'elle peut encore nous servir pendant plus de 20 ans.». Malgré l'accroissement démographique et la construction de nouveaux quartiers, l'eau pourrait couler dans toute la ville. A condition que la société ait les moyens de renouveler certaines installations et d'en construire de nouvelles, ce qu'elle espère pouvoir faire si ses revenus augmentent. Les installations datent, en effet, de 1950. Dans certains quartiers, les tuyaux vétustes laissent échapper l'eau qui crée des ruisselets, un véritable manque à gagner pour l'entreprise. Dans certains camps militaires et établissements d'enseignement, hôpitaux publics... l'eau coule du matin au soir. Selon la Regideso, «les gaspillages observés dans les instances officielles incombent à l'Etat qui paye pour eux. C'est l'argent de l'Etat qui est gaspillé... et de l'eau qui pourrait servir à d'autres. C'est pourquoi, depuis peu la Regideso place de nouveaux compteurs dans les bâtiments des services publics de l'Etat.

Souvent aussi, l'eau ne coule pas au robinet. «Les coupures se font au niveau de l'usine. Elles sont liées à des coupures d'électricité et quand on reprend, nous commençons toujours avec la machine de base pression qui desservent Tshopo et Mangobo. Il faut un plus de temps pour Makiso, Kabondo, Kisangani», précise le directeur.

Daniel Lokulu



mal la récente augmentation des factures. Le mercredi 6 septembre, une vingtaine d'abonnés de la Regideso sont venus protester au guichet de la direction provinciale de cette entreprise publique, rapporte radio Okapi. En effet, le prix de l'eau a nettement grimpé ces derniers mois. Le prix du m<sup>3</sup> est officiellement passé de 240 à 300 Fc en mai dernier soit une augmentation de

## La «Banque Lambert» ruine les Boyomais en toute illégalité

De plus en plus de Boyomais contractent des emprunts qui, souvent, les ruinent et divisent les familles. Car les prêteurs pratiquent des taux d'intérêt usuraires, totalement illégaux, que peu de gens pourtant dénoncent à la justice.

**J**avais emprunté 100 \$ et mis en gage mes deux chaînettes pour payer les frais d'études. Je devais rembourser 150 \$ à la fin du mois. Hélas, mes parents fonctionnaires n'ont pas été payés comme prévu. Mes chaînettes sont parties. Non le taux d'intérêt allait augmenter», témoigne une étudiante de l'Unikis. D'autres emprunteurs de la «Banque Lambert», du nom d'une très vieille et toujours active banque belge qui désigne en RD Congo tout prêt à intérêt, perdent beaucoup plus gros : une voiture, une maison, une parcelle...

### Une coûteuse tentation

Un problème qui a pris de l'ampleur ces dernières années avec la présence des cambistes ou changeurs de monnaie qui ont toujours des liquidités tentantes pour de nombreux Boyomais. Les anciens négociants de diamant habitués à toucher des gros montants sont aussi dans la pratique. Finie l'époque où l'argent se prêtait et se remboursait au même montant entre amis ou collègues. Pour les cambistes, l'argent est une marchandise qu'il faut vendre le plus cher possible. Outre le change, ils se spécialisent dans les crédits, car les banques n'en font pas aux particuliers. Entre voisins ou même membres d'une même famille, désormais le prêt se fait aussi avec intérêt. Ce qui ne n'est pas sans heurts.

Dans la rue, ces prêts et leurs conséquences alimentent les conversations. «Tel a perdu sa maison, tel a vu sa voiture, sa parcelle et autres biens de la maison ravis...».

Cette pratique du prêt à intérêt à des taux usuraires est illégale et personne n'ose en parler même les emprunteurs victimes. Un cambiste résume ainsi le procédé : «Je reçois les personnes de toutes les couches sociales pour l'emprunt dont beaucoup travaillent dans les organismes internationaux. Le taux d'intérêt est de 50% à la fin du mois. L'emprunt va de 5 \$ et plus selon les possibilités de chacun. L'emprunteur laisse quelque chose en gage en principe. Mais pour les familiers, c'est la confiance qui compte». Enseignants, fonctionnaires, hommes politiques, magistrats, avocats, médecins, ménagères, étudiants, jeunes et vieux... tous sont dans le jeu.



Les Francs congolais sur la table d'une cambiste au centre ville de Kisangani. (Crédit photo Mongongo)

Selon, le député provincial Jean Bondekwe, leur bureau «passait aussi par la Banque Lambert lorsqu'il y avait retard de paiement des émoluments des élus. Les députés surendettés n'osaient cependant pas en parler en public». Les débats se faisaient à huis clos dans les commissions.

### Cycle infernal d'endettement

Beaucoup d'emprunteurs ainsi entrent dans un cycle d'endettement dont ils n'arrivent plus à sortir. Ce qui disloque des couples quand l'un des époux n'a pas informé l'autre de la démarche. (suite à lire page 2)

### A LIRE EN PAGE...

**1** - Regideso : augmenter les factures pour mieux ...  
- La «Banque Lambert» ruine les Boyomais ...

**2** - L'eau potable inaccessible ...  
- ÉCHOS DE LA PROVINCE

**3** - Kisangani manque de bornes fontaines  
- LA VILLE EN BREF

**4** Annonce Kibali Gold Project

# L'eau potable, inaccessible ou trop coûteuse

La ville a beau être entourée d'eau, celle-ci y est une denrée rare, surtout dans les nouveaux quartiers non raccordés à la Regideso. De très nombreux habitants doivent se contenter de l'eau des puits, du fleuve, des étangs que les femmes vont souvent chercher loin. Non potable, elle cause de nombreuses maladies.

Il est 6 h du matin à Mokaria dans le quartier Monga, aux confins de la commune Kabondo. Des femmes et des jeunes filles attendent patiemment leur tour pour puiser de l'eau à la source appelée «Mayi ya Masele», sous des arbres entourés d'herbes. À l'aide d'un gobelet, elles remplissent leurs récipients. Au même endroit, ces femmes font la lessive et la vaisselle. Dans ce quartier de plus de 7000 habitants, il n'y a que deux sources et deux bornes-fontaines. «Pour puiser de l'eau, il faut traîner plus de 30 minutes dans la file. Il n'y a aucun robinet dans ce quartier», explique Rocky Bosunga, le chef adjoint du quartier.

«L'eau propre c'est trop loin ! Nous consommons seulement l'eau du puits. Nos enfants ont des diarrhées», se plaint Yalomongo Bula, rencontré sur l'avenue Kokonyange dans la commune Mangobo.

Plus loin, à Motumbe quartier nouvellement loti dans la commune Makiso, il n'y a qu'un seul robinet pour plus de 1000 habitants. Les sources sont à plus de deux kilomètres. «Il me faut 6 à 7 tours par jour à la source pour remplir mes récipients» déclare Marie Misenga, une ménagère, qui pour diminuer cette corvée, affirme, utiliser «l'eau impropre des étangs piscicoles pour la vaisselle, la lessive et se laver».

Au quartier Wagenia, dans la commune Kisangani cette fois, la population se sert de l'eau du fleuve pour la cuisson, la lessive, la vaisselle, se baigner et aussi se soulager...

Les eaux du fleuve, de la rivière Tshopo, les sources, les puits, les étangs, les bornes-fontaines... les habitants de Kisangani qui n'ont pas accès à l'eau de la Regideso vont chercher le précieux liquide là où ils peuvent. Un combat

quotidien pour de l'eau qui n'est pas contrôlée et souvent de piètre qualité sanitaire.

## Peu de robinets de la Regideso

Pas moyen de faire autrement surtout dans les quartiers périphériques où il n'y a pas de raccordements à la Regideso. Ailleurs les abonnés sont peu nombreux. Dans le quartier Kolwezi qui compte plus de 11 000 habitants, seuls 7 habitations ont un raccordement à



Un robinet dans une parcelle (Crédit photo Mongongo)

l'eau. «Dans ces robinets, l'eau ne coule qu'une fois en 3 mois. Elle est en plus sale car les tuyaux sont rouillés», explique un commis. Souvent plusieurs personnes viennent s'alimenter au robinet d'un particulier. «Je suis la seule personne à pouvoir accepter que ceux qui n'ont pas de robinet puissent venir

s'alimenter ici, mais ils me rendent la tâche difficile avec les retards de paiement des factures», explique Claude Basandja.

Ceux qui avaient la chance d'avoir un robinet chez eux ont aujourd'hui des difficultés à payer leurs factures depuis que la Regideso a augmenté ses tarifs et procédé au recouvrement forcé des factures. L'eau a été coupée chez beaucoup de gens. «J'ai 28 locataires et tous utilisent un seul robinet sans compteur

tionnaire de l'Etat que je suis-je ne gagne pas assez d'argent pour honorer une telle facture.»

## Maladies hydriques

Contraints de boire de l'eau non traitée et souvent polluée, les habitants sont sujets aux maladies hydriques. «Ces eaux des puits, des étangs piscicoles provoquent la diarrhée, le choléra...», rapporte le docteur Lobo Bobe. «Les malades que nous recevons, souffrent de maladies du ventre dues aux ankylostomes, aux ascaris, aux amibes, trichocéphales que contiennent ces eaux», déclare Swedi Sembe, laborantin à l'hôpital de la SNCC à Lubunga.

Cependant, dans certains quartiers, les populations prennent conscience de ces risques et s'associent pour purifier ces eaux impropres à la consommation. «Chaque parcelle cotise 300 Fc par mois pour l'achat des comprimés de chlore pour purifier l'eau avant l'utilisation», témoigne Jean Fundi, résidant dans le quartier Simisimi dans la commune Makiso. «Les populations peuvent utiliser les purifiants d'eau PUR, un sachet en poudre pour 10 litres d'eau ou aquatabs, un comprimé pour 20 litres d'eau claire. Et bien conservés dans un récipient pour éviter la recontamination» explique Titiane Selego, coordonnatrice de l'Association pour la Santé Familiale (ASF). Mais tous n'ont pas les moyens. «Je n'ai pas l'argent pour payer chaque fois pour puiser de l'eau à la borne fontaine, je consomme l'eau de puits, explique une femme qui habite une des nouvelles cités. Et après, moi et mes enfants nous prenons deux comprimés de vermox, c'est tout.»

Lyly Bendea et Natacha Kongolo

## ÉCHOS DE LA PROVINCE

### Isiro : de l'eau en bidons pas toujours potable

A Isiro, chef-lieu du district de Haut Uele, dans les quartiers très densément peuplés, comme Mindambo, il faut déboursier 500 fc pour un bidon de 20 litres d'eau vendu par des jeunes qui passent d'un ménage à un autre. Les femmes démunies qui n'ont pas les moyens de les payer effectuent 2 à 5 km de marche avec un bidon sur le dos pour en trouver.

Dans une émission radio en août dernier, le médecin-chef de zone de santé s'est dit inquiet de la consommation de l'eau non traitée. Selon les rapports émanant des centres de santé, les maladies liées aux vers intestinaux, surtout les amibes, sont nombreuses. Selon le test réalisé fin 2009 par le bureau central de la zone de santé urbano-rurale d'Isiro (750 km de au nord de Kisangani) sur la qualité de l'eau que consomme la population, seulement 4 des 10 sources et puits d'eau répondent quelque peu aux critères d'eau potable.

Pour remédier à ces problèmes, la Caritas locale a creusé plusieurs puits. Au début de l'année, la Monuc a financé la construction de deux autres. L'ong MEDER, nouvellement arrivée dans cette partie de la Province orientale, envisage de réhabiliter les sources d'eau les plus fréquentées des quartiers populaires de la cité d'Isiro. Selon le chef de centre de Regideso, seuls 2%, de 286000 habitants, bénéficient de l'eau que cette entreprise publique fournit un jour sur deux, de 6 h à 17 h.

Richard Tandro

### Ubundu : l'eau trop coûteuse

A Ubundu, la Regideso fonctionne, une fois tous les deux jours ou par semaine, pendant 4 h à l'aide du générateur électrique. «Il m'arrive de passer trois jours, voir une semaine sans que l'eau ne coule chez moi», déclare Bilali Ali, administrateur assistant chargé de l'économie et finances du territoire d'Ubundu. Sur environ 24 000 habitants, seuls 231 ménages sont raccordés à l'eau potable de cette entreprise. Mais l'eau au robinet ne coule que dans 145 parcelles. «Chez les autres nous avons coupé pour non-paiement de facture», déclare Jean Asando, agent à la Regideso Ubundu.

En début de l'année, les robinets avaient été ré ouverts grâce au député national Gaston Musemena qui avait épongé les dettes de consommation d'eau de la population pendant plus de 3 ans. Depuis, les paysans avaient recommencé à payer

(suite de la une)

A l'échéance, en cas d'insolvabilité, le montant à rembourser se calcule sur la base du prêt plus l'intérêt dû jusqu'au jour du paiement. L'emprunteur reconnaît devoir rembourser le montant total, mais les taux d'intérêt insupportables qui sont exigés ne sont pas indiqués dans la décharge. Pourtant, selon un magistrat qui a déjà traité plus de 90 cas d'escroquerie, «le Code pénal congolais punit d'une servitude pénale d'un mois à un an et d'une amende celui qui, abusant des faiblesses, des passions, des besoins ou de l'ignorance du débiteur, se fait, en raison d'une opération de crédit, d'un contrat de prêt, promettre pour lui-même, ou pour autrui un intérêt ou d'autres avantages excédant manifestement l'intérêt normal. Le juge, à la demande de toute partie lésée, réduit ses obligations.» Ces taux asphyxient de nombreuses personnes, pas toujours

leurs factures, pendant deux à trois mois. Ne pouvant payer des coûts, trop élevés par rapport à leur revenu, beaucoup se voient couper l'eau à nouveau.

Même problème pour les bornes-fontaines, seules quatre sur 12 fonctionnent, faute de paiement de la facture dont le montant doit être récolté par le président des comités mis sur pied pour chaque borne-fontaine. Ce qui pousse les gens à recourir plus à l'eau des sources ou des puits. L'année dernière, l'Unicef a réhabilité deux sources d'eau dans chacun des quatre quartiers de la cité d'Ubundu, mais ces actions demeurent insignifiantes au regard des besoins.

Fidèle Utula

### Buta : de nombreuses initiatives mais pas d'entretien

La population de la cité de Buta (324 km Kisangani -246 000habitants) consomme uniquement l'eau des sources non entretenues. En 1996, la Regideso a été mise à sac à la fois par certains de ses habitants et par les militaires pendant les guerres. En 2005, l'ong SECA, Synergie d'éducation communautaire et d'appui à la démocratie a remis en état les puits forés par le CICR en 1997. Depuis, faute d'entretien, un seul, celui situé dans l'enceinte de l'Institut supérieur pédagogique ISP/BUTA continue à fonctionner. Tous les autres puits servent uniquement pour les travaux ménagers car ils sont ouverts et exposés aux intempéries. La population y puise l'eau à l'aide d'un seau en plastique ou métallique. En 2007, sur financement de PNUD, l'ong ATGL, Antenna Technology Grand Lac, a installé une usine de fabrication locale d'un produit appelé uzima pour désinfecter l'eau. Elle a fermé ces portes l'année dernière.

L'association des coopératives pour la recherche et développement ACORD est venue forer 25 nouveaux puits en 2008. Dans cinq seulement, les pompes sont toujours utilisables... Beaucoup d'initiatives qui ne durent pas pour deux raisons: la mauvaise utilisation des installations et surtout les matériaux peu durables utilisés pour la construction de ces ouvrages.

Récemment l'association de santé familiale (ACF), a apporté des produits PUR et AQUATAB pour purifier l'eau. Ils sont utilisés par une minorité des gens.

Collard Limbombe

conscientes des risques qu'elles courent. «Un homme de Dieu de la ville a pris au nom de l'Église 3000 \$ auprès d'un individu, l'intérêt s'est élevé à 30 000 \$. Incapable de rembourser, l'Église avait perdu son bâtiment. C'est de l'escroquerie!», témoigne et dénonce Pierre Kibaka, activiste des droits humains.

«En cas d'insolvabilité, le problème se règle à l'amiable de peur que les voisins ne soient au courant», explique une femme de la Tshopo qui prête de l'argent. «C'est la misère qui pousse les gens à accepter n'importe quel taux pour avoir de l'argent», constate le député Bondekwe. Et la honte qui leur fait garder secrètes les escroqueries dont ils sont victimes. C'est pourquoi elles continuent.

Hortense Basea

# Kisangani manque de bornes fontaines

Ces derniers temps, autorités administratives et ONG construisent ou réhabilitent des bornes fontaines pour permettre aux habitants de Kisangani d'accéder à l'eau potable. Mais, ces efforts sont loin d'étancher la soif de tous.

**L'**eau propre c'est trop loin ! Nous consommons seulement l'eau du puits. Nos enfants ont des diarrhées», se plaint Yalomongo Bula, trouvé sur l'avenue Kokonyange à Mangobo. Certaines familles se servent de l'eau du puits pour faire la vaisselle et la cuisine. Des femmes l'utilisent pour se baigner et se plaignent ensuite de démangeaisons et de douleurs au bas ventre. Kisangani compte de plus en plus d'habitants, mais la desserte en eau par la Régie de distribution d'eau (Regideso) ne suit pas. De nombreux quartiers n'ont ainsi pas de raccordements. Les habitants consomment donc l'eau du puits ou celle des sources et tombent malades.

«Pendant mes visites dans les quartiers et les centres de santé, la population me posait toujours le problème d'accès à l'eau potable. L'eau qu'elle utilisait causait des maladies hydriques», explique Sébastien Loosa, bourgmestre de la commune Mangobo à Kisangani. Pour faire face à ce problème, les autorités et certains organismes mettent à la disposition de plusieurs quartiers des bornes fontaines raccordées à la Regideso et destinées à un usage collectif. Tous les foyers d'un même quartier y puisent de l'eau et doivent cotiser pour payer la facture. «Nous avons construit cinq bornes fontaines dans les quartiers Segama, Minzoto et Imbolo. La commune a débloqué 5 000 \$ et 9 000 \$ venant de la Monusco», énumère Sébastien Loosa. A la suite des demandes croissantes de la population, la mairie a construit une borne fontaine avec quatre robinets au quartier plateau médical sur l'avenue Alima. «Avant, nous buvions l'eau sale du puits. Ces derniers temps, nos voisins (raccordés en eau par la Regideso, Ndlr) nous font payer 1 500 FC chaque mois. Avec les bornes fontaines, nous allons payer moins», se réjouit Martin Gbema, un habitant.

## Utiles mais insuffisantes

Encouragée par ses administrés, la mairie projette de construire d'autres bornes. Un habitant n'a pas hésité à céder une partie de sa parcelle pour construire cet ouvrage salubre pour les siens. Solidaires et responsables, les consommateurs gèrent en général l'eau de façon rationnelle. «Pour éviter les grosses factures, les robinets sont ouverts seulement de 6 h à 10 h et de 15 h à 21 h», détaille Faustin, l'un d'eux.

En juin dernier, la fondation Darwezi a aussi réhabilité des bornes dans les communes. Utiles, ces initiatives sont toutefois insuffisantes pour faire face à la très forte demande. «Nous n'avons qu'une borne fontaine construite par le CICR (Comité international de la Croix-Rouge, Ndlr) en 2004 pour 10 000 habitants. Nous



Des femmes et enfants puisent de l'eau à une borne fontaine à la commune Tshopo (Crédit photo Mongongo)

consommons donc aussi l'eau de la source qui se trouve à 800 mètres...», se plaint Laurent Biliandi chef du quartier Lokele à Lubunga, sur la rive gauche du fleuve.» La Coopération technique belge, par son projet d'appui aux initiatives communautaires de base, a aménagé également des puits sur la route d'Ubundu», témoigne Bernard Bolekaleka, chef de quartier Ngene Ngene. «Mais, il nous faut au moins 20 sources aménagées, car notre population est estimée à 17 500 âmes», prévient André N'koy Gelongo, chef de quartier adjoint.

«Dans le courant de ce mois, je compte construire trois bornes fontaines dans les périphéries, vers l'axe Opala, dans les quartiers Buta, Wagenia, Maniema et Kolwezi», prévoit Joachim Upoki, bourgmestre de la commune Lubunga. «Les besoins sont énormes, mais nos moyens sont limités», souligne le maire de Kisangani, Guy Shilton Baendo.

Hortense Basea

## LA VILLE EN BREF

### Elections

9 octobre : arrivée à Kisangani du bateau de la Monusco transportant le matériel électoral pour la révision du fichier électoral dans la Province orientale (principalement les districts de Bas-Uele et la Tshopo. Pour l'Ituri et haut-Uele, le matériel a été convoyé par avion à Bunia. Selon Roger Kase-reka, logisticien national de la Cei ont été débarquées 134 tonnes des maté-



Echantillon de matériel électoral au port de l'Onatra à Kisangani (Crédit photo Mongongo)

riels : 1711 kits d'enregistrement des électeurs (ordinateurs portables, scanner, imprimantes, caméras...); 242 vélos pour la supervision dans les territoires; 37 motos pour les contrôleurs tech-

niques nationaux ; 852 groupes électrogènes .....

Selon Jean Pierre Makakaro, coordonnateur provincial de la CEI, les bureaux de liaison sont passés actuellement de 8 à 13. Pour les prochaines élections avec la mutation de la Commission électorale indépendante en Commission électorale nationale indépendante, il y aura 24 bureaux de liaison à raison d'un par territoire de la Province orientale pour assurer le lien avec le bureau de coordination provinciale. Ces bureaux seront transformés en centres de compilation des résultats de vote

### Administration

8 octobre : suspension du chef de bureau urbain de l'urbanisme et de l'habitat pour perception d'argent des tiers sans quittance et en utilisant des sceaux autres que ceux du service, précise l'arrêté du maire de la ville.

Au cabinet du gouverneur de province, suspension du directeur adjoint Khami Aliti pour insubordination à l'égard de l'autorité provinciale....

### Incendies

5 octobre, 18h : un véhicule contenant 36 fûts d'essence a pris feu au parking devant la maison colorée du marché central provoquant une série d'explosions impressionnantes qui a causé une panique générale dans le quartier. Le feu a été maîtrisé à 21 h grâce aux jeunes gens qui y jetaient du sable.

Une semaine plus tôt le 29 septembre : c'est la boîte de nuit «Sun city» dans l'enceinte de la parcelle de la SNCC, non loin du rond point du canon qui a été réduit en cendres à cause d'un court-circuit selon des témoins. Le feu a également touché les habitations voisines.

## Enseignement

4 octobre : les enseignants de nombreuses écoles primaires de la ville ont décrété la grève, en signe de protestation contre la suppression de la prime que les parents d'élèves payent aux enseignants des classes de 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup>. Ils estiment cette mesure, prise par le gouvernement central, discriminatoire car les enseignants du secondaire continuent à la percevoir de même que les enseignants des écoles de Kinshasa et de Lubumbashi. La modicité de leur revenu les empêche de faire étudier leurs propres enfants, poursuivent-ils. Ils sollicitent un élan de solidarité de leurs collègues des écoles secondaires dans leur mouvement de grève. Selon l'un des conseillers du gouverneur de province, le ministre national de l'Enseignement primaire et secondaire a indiqué que le salaire que leur sera payé par le gouvernement dépassera le montant que ces enseignants perçoivent des parents.

## Sport

10 octobre : le Tout Solide Malakesa a été sacré champion de la ligue de football de la Province orientale au terme de sa victoire un but à zéro contre l'AS Nika au stade Lumumba. Six clubs ont participé à cette compétition dont quatre de Kisangani et deux de l'Ituri (Eldo Rado et Mont Bleu).

29 septembre : naissance d'un nouveau club de football dénommé «Tout Puissant Scorpion» dont Mariam Pendeza a été élue présidente. Auparavant elle a dirigé l'entente urbaine de football féminin durant quatre ans et a été présidente d'une équipe féminine de football. «Mon souci est de promouvoir la jeunesse par le football» a-t-elle dit. Dix-neuf clubs sont désormais affiliés à l'Entente urbaine de football de Kisangani.

## Droits de l'homme

29 septembre : l'Association pour la protection et le développement de la personne albinos (APRODEPA) a distribué des lunettes solaires à ses membres, don reçu du couple Félix Gianeli vivant en Italie acheminé à Kisangani grâce aux Prêtres du Sacré-Cœur. Le président d'APRODEPA, Jean Janvier Ndumba a invité les albinos à étudier et se protéger contre le soleil en portant ces lunettes et des chemises à manches longues et à se laver régulièrement. Il a invité les familles à ne pas rejeter les enfants albinos qui sont comme tous les autres. Dans un communiqué de presse, l'Aprodepa a condam-



Quelques albinos lors de la remise des lunettes solaires au centre Simama (Crédit photo Mongongo)

né le meurtre d'un jeune albinos de 17 ans, Kalonji Mpungu, à Mbuji-Mayi dans la province du Kasai oriental. Selon l'association, il est parfaitement stupide de croire que les albinos ont des pouvoirs magiques et que certaines parties de leurs corps peuvent rendre riches.

# Annnonce Kibali Gold Project



## ANNONCE.

### APPEL DE PROPOSITIONS AUX ENTREPRENEURS EN CONSTRUCTION

1. Le PROJET AURIFERE DE KIBALI est désireux de susciter l'intérêt des consultants compétents en matière de travaux de construction liés à son programme de relocalisation dans la Province Orientale, District d'Isiro, Territoire de Watsa.
2. Les travaux de Construction auront lieu dans les environs de la cité de Doko, plus précisément à Kokiza, un site d'accueil pour relogement.
3. L'objectif poursuivi par cet exercice est d'exécuter des travaux de construction de maisons devant servir de relogement ainsi que des infrastructures communautaires à Kokiza, le site d'accueil du relogement.
4. Les constructeurs intéressés sont invités à rédiger une demande décrivant en détails :
  - Leur familiarité avec la construction des structures en briques
  - Leur familiarité avec les exigences en matière de construction en RDC
  - Leurs qualifications et l'expérience de tout le personnel à affecter au projet
  - L'expérience en projets achevés les cinq (5) dernières années
  - L'autorisation d'opérer ou 'Registre de commerce' et
  - Les Références
5. Faites parvenir vos propositions à l'une des adresses ci-après :
  - (1) DOKO : Bureau Communal de DURBA, Centre Commercial Durba, Doko
  - (2) KINSHASA : Kibali Gold project Offices  
Croisement des avenues Hôpital et Colonel Ebeya. Ex. Immeuble SODIMCA.  
Local H 2/5 Kinshasa / Gombe
  - (3) E-mail : kibali.doko@kibaligold.com ou Kibali@kibaligold.com
6. Date de Clôture: 25/10/2010

NB: Les candidats retenus seront contactés par le Projet Aurifère de Kibali au moment opportun. Ce dernier offrira également aux candidats sélectionnés la formation nécessaire pour devenir des entrepreneurs indépendants.

Kibali Gold Project

#### Mongongo Journal école

1/A, Avenue Tshatshi, Commune Makiso, à côté de BEGO CONGO  
journal\_mungongo\_kis@yahoo.fr

#### Editeur, rédacteur en chef :

Ernest Mukuli

Tél : +243(0) 81 200 63 99

#### Secrétariat de rédaction :

Pepe Mikwa

#### Equipe rédactionnelle :

Trésor Boyongo, Hortense Basea, Moustapha Mulonda, Lambert Lambe, Nathasha Kongolo, Nadia Midesso, Trésor Mokiango, Gabriel Famba, Armand Makanisi, Lyly Bendea, Daniel Lokulu (étudiants en Sciences de l'Information et de la Communication/Unikis)

#### Correspondants en province :

**Isangi** : Joseph Bassay  
**Ubundu** : Fidèle Utula  
**Bondo** : Vermont Kote  
**Isiro** : Richard Tandro  
**Buta** : Collard Limbombe  
**Traduction** :  
**Lingala** : Pierre Komba  
**Swahili** : Jean Fundi

#### Distribution, marketing et maquette :

Jimmy Bakelenge  
Tél : +243(0) 85 338 93 25

#### Supervision et formation :

Syfia international  
Mail : contact@syfia.info  
Tél : 33 (0)4 67 52 79 34

#### Abonnement annuel (24 numéros)

20 \$, **abonnement de soutien** 50 \$ minimum .

**Points de vente** : Bibliothèque centrale, Faculté des sciences et Cyber café Batam de l'Unikis, Gradi-Jeunes, La poste, Bld Hassan II C/Lubunga, Paroisse Christ Roi C/ Mangobo et ISTM Kisangani